

Atelier d'information et d'échanges hybride : Evolution des financements de l'Union européenne et des politiques en matière de forêts, de biodiversité et de climat

*Bangui, Bruxelles, Brazzaville, Kinshasa et Yaoundé
24 février 2023*



2023 sera une année importante pour les politiques environnementales et de développement de l'Union européenne (UE).

La Commission européenne a annoncé qu'elle proposerait une "revue ambitieuse" de l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) – « Global Europe » pour la période 2021-2027 au cours du deuxième trimestre de 2023, pour faire face au contexte de crise globale. Le NDICI étant le principal instrument de l'UE pour les partenariats internationaux sur le développement durable, le changement climatique, la démocratie, la gouvernance, les droits de l'homme, la paix et la sécurité avec les pays en développement. Cette revue devrait également se pencher sur la mise en œuvre de l'approche « descendante » Team Europe (TE), qui vise à accroître la visibilité et l'impact des politiques de coopération de l'UE ainsi que sur les programmes indicatifs pluriannuels (PIP) axés sur les domaines prioritaires définis avec les pays et régions partenaires de l'UE de manière « ascendante ».

En outre, l'UE vient de publier son Plan d'Action contre le trafic d'espèces sauvages (EU-WAP), qui fait lui-même référence à la bonne mise en œuvre du texte final du règlement sur les produits exempts de déforestation (RDUE) qui vient enfin d'être convenu. Pour la première fois, les entreprises qui importent certains produits sur le marché de l'UE seront sanctionnées s'il s'avère qu'elles ont contribué à la déforestation. Le règlement entrera en vigueur en 2024, mais son impact sur les accords de partenariat volontaire (APV) que l'UE a conclus avec de nombreux pays forestiers est encore incertain. Par ailleurs, l'UE n'a pas encore clairement établi de quelle manière elle coopérerait avec les pays producteurs de commodités afin qu'ils se conforment aux nouvelles exigences en matière de lutte contre la déforestation.

Les organisations de la société civile des pays APV d'Afrique centrale ont exprimé leur inquiétude sur les effets potentiellement contreproductifs du RDUE en l'absence d'un véritable dialogue et d'une stratégie partenariale claire avec les pays tiers. Les pays membres de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) ont, quant à eux, enjoint l'UE « à se concerter pour l'atteinte de cet objectif de lutte contre la déforestation et le changement climatique, dans le respect des contraintes et objectifs de développement qui sont les leurs. »

Cette activité est financée par le Foreign, Commonwealth and Development Office du gouvernement britannique et l'Union européenne. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent aucunement celles de ces institutions.

Afin d'améliorer la compréhension des acteurs de la société civile des enjeux des changements en cours concernant les politiques forestières, climatiques et en matière de biodiversité de l'UE, Fern et Traffic organisent un atelier hybride d'information et d'échanges avec leurs partenaires de la société civile des pays du bassin du Congo le 24 février de 9h30 à 16h00.

Lien pour rejoindre la réunion en ligne :

<https://us06web.zoom.us/j/89670784956?pwd=cjl2QlYvdTFDUUswbTdkWXlxSHBDZz09>

ID de réunion : 896 7078 4956

Code secret : 958440

Objectifs

1. Partager des informations actualisées sur l'action extérieure de l'UE en matière de forêts, de climat et de biodiversité, en mettant l'accent sur le financement et les développements politiques.
2. Formuler des messages communs en direction de l'Union européenne sur ses nouvelles orientations politiques concernant la gouvernance forestière et environnementale.
3. Réfléchir sur des mécanismes de coordination idoines entre la société civile du bassin du Congo et de l'UE afin de renforcer le plaidoyer de la société civile envers l'UE.

Résultats attendus

A compléter en accord avec les partenaires.

Format

Atelier hybride avec des expert.es et des participant.es se joignant en ligne depuis l'UE et la sous-région et en présentiel en République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo et au Cameroun.

Ordre du jour provisoire

- 1. Développements politiques pertinents de l'UE (9h30-11h00)**
 - Le RDUE et son impact sur les outils forestiers et les mesures possibles du côté de l'offre – Institut européen des forêts (EFI) (20min)
 - Position de la COMIFAC sur le RDUE - TRAFFIC (5min)
 - Brève mise à jour sur les législations américaines et britanniques sur la diligence raisonnée - Fern (5min)
 - Plan d'action de l'UE contre le trafic d'espèces sauvages : pertinence pour le Bassin du Congo et opportunités d'engagements - TRAFFIC (15min)
 - Questions-réponses (30min)

Pause café : 30min

- 2. Financement de l'UE pour le développement et la coopération (11h30-13h00)**
 - Mise à jour sur l'instrument de financement NDICI-Global Europe pour le développement et la coopération (le processus de programmation et les opportunités d'influencer les priorités de financement) - TRAFFIC (20min)
 - Team Europe Initiatives et autres enveloppes de financement de l'UE (en dehors du NDICI) - Fern (10min)
 - Comment les APV et les Partenariats Forestiers s'intègrent dans le nouveau cadre sur la déforestation et la lutte contre le trafic d'espèce sauvages - Fern (10min)

Cette activité est financée par le Foreign, Commonwealth and Development Office du gouvernement britannique et l'Union européenne. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent aucunement celles de ces institutions.



Questions et réponses : 30min

Déjeuner : 13h00-14h00

Suite de la réunion : session en présentiel dans chaque pays cible (14h00-16h00)

3. Influencer les financements de l'UE et les développements politiques

- Mises à jour sur les priorités des ONG au niveau de l'UE et discussion sur la façon de renforcer la coordination UE-Afrique centrale (par exemple, la prochaine tournée politique de l'UE) - TRAFFIC / Fern / plateformes participantes (30min)
- Discussion sur la coordination du plaidoyer politique dans le Bassin du Congo et les options pour renforcer la capacité à influencer les politiques et les financements de l'UE (30min)
- **Questions pour guider les discussions, sur la base du contenu fourni dans les sessions de la matinée :**
 - Quel intérêt voyez-vous à travailler avec l'UE sur les dossiers présentés ce matin ?
 - Quel type de partenariat de coopération voulons-nous entre l'UE et votre pays (Congo / Cameroun / RCA / RDC – selon où la discussion est tenue en présentiel) pour mettre en œuvre les objectifs du RDUE / EU-WAP / NDICI ?
 - Quel rôle voulez-vous / pouvez-vous jouer sur ces questions ?
 - Sur quels aspects pourriez-vous ensemble rencontrer les Délégations européennes ?
- Pour les pays intéressés : échange sur la Déclaration des pays producteurs des bois tropicaux pour une reconnaissance plus large par les marchés des système nationaux de vérification.
- Conclusions de la réunion et prochaines étapes (synthèse des discussions, et prochains dialogues).